



## ARRÊTÉ MUNICIPAL

N° TEQ 2022-1036  
DU 23 DÉCEMBRE 2022

ARRÊTÉ PROVISOIRE DE MODIFICATION DU STATIONNEMENT QUAI PAUL BOUDET – ANGLE RUE SAINTE-ANNE (CONSTRUCTION D'UN IMMEUBLE) - PROLONGATION

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu les articles L 2213-1 et suivants du code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.411-1 et suivants,

Vu l'article R. 610-5 du Code pénal,

Vu l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié relatif à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – huitième partie – signalisation temporaire),

Vu notre arrêté n° 54/2022 en date du 29 juin 2022 portant délégation de fonctions à Monsieur Philippe Doudard, directeur voirie, éclairage public et propreté urbaine,

Vu l'arrêté SUI 2021-952 en date du 15 décembre 2021,

Vu le plan de situation fourni par l'entreprise en date du 22 décembre 2022,

Considérant que l'exécution de travaux de construction d'un immeuble nécessite la réglementation du stationnement quai Paul Boudet – angle rue Sainte-Anne,

### ARRÊTONS

#### Article 1<sup>er</sup>

L'arrêté SUI 2021-952 en date du 15 décembre 2021 est prolongé comme suit :  
Du DIMANCHE 1<sup>er</sup> JANVIER 2023 au LUNDI 16 JANVIER 2023, le stationnement est interdit quai Paul Boudet (angle rue Sainte-Anne), sur six emplacements, et rue Sainte-Anne, sur six emplacements, au droit du n°18, en fonction des besoins du chantier.

#### Article 2

Le cheminement des piétons est dévié et sécurisé par l'entreprise chargée des travaux.

#### Article 3

Les panneaux réglementaires de signalisation verticale et horizontale, et le balisage du cheminement piétonnier sont mis en place par l'entreprise chargée des travaux et sous sa responsabilité.

#### Article 4

Les véhicules restés en stationnement gênant sont enlevés par l'entreprise habilitée sur réquisition par les services de Police, en application de l'article R417-10 du Code de la Route.

Article 5

Les panneaux réglementaires d'interdiction de stationner sont mis en place par le demandeur 24 heures avant le début des travaux afin de signaler ces dispositions aux usagers.

Article 6

L'entrepreneur est chargé d'aviser par écrit dans les 24 heures qui suivent la fin du chantier le Commissariat de Police et le Centre de Secours.

Article 7

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la date de la mise en place de la signalisation qui les portera à la connaissance des usagers.

Article 8

Les intéressés disposent d'un délai de deux mois à compter de la notification pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif, 6 allée de l'Île Gloriette à NANTES 44041 Cedex, contre le présent arrêté. Le Tribunal Administratif de Nantes peut également être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Article 9

Monsieur le directeur général des services de la ville, Monsieur le Directeur départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le maire,  
Pour le maire et par délégation,  
Le Directeur Voirie,  
Eclairage Public  
et Propreté Urbaine,



Philippe Doudard

Affiché le : 27 DEC. 2022

Exécutoire le : 27 DEC. 2022